

Gennevilliers toujours en mieux, pour vous, avec vous

Premiers éléments d'un programme municipal à amender ;

Le précédent mandat a démontré qu'aucun programme ne peut tout anticiper. Crise mondiale de la COVID, instabilité politique, crises économiques et sociales, guerre, flambée des prix de l'énergie : autant d'épreuves auxquelles il a fallu répondre. L'équipe municipale a su faire face avec détermination.

Si tout n'est pas prévisible, dans un contexte instable, l'équipe municipale a mis en œuvre le programme soumis à vos suffrages. C'est important de pouvoir compter sur un maire, une équipe qui tient ses engagements et qui sont à vos côtés, quel que soit la situation et le gouvernement.

Le mandat qui s'ouvre sera difficile. Crise politique et économique, montée de l'extrême droite en France et en Europe, repli sur soi, individualisme : les risques sont nombreux. Plus que jamais, il faudra de la volonté, du courage et de la détermination pour que Gennevilliers reste une ville qui protège, respecte et rassemble, afin d'améliorer la vie de toutes et tous.

Nous avons encore beaucoup de travail pour continuer d'inventer, ici, une manière de vivre ensemble qui respecte à la fois les personnes et l'environnement.

C'est notre engagement, c'est notre expérience: construire avec vous, une ville qui se fait respecter et qui respecte ses habitant-es.

Face aux urgences climatiques et démocratiques, la commune peut être à la fois un espace de résistance et un lieu où, grâce à votre pouvoir d'agir, se construit une société nouvelle.

Ici, nous avons l'opportunité de réinventer radicalement la manière de faire de la politique — une politique portée par les habitant·e·s, qui revendiquent le droit de décider collectivement de leur avenir et de transformer la peur en une force d'espoir. Le pouvoir du local, parce qu'il est enraciné dans la vie quotidienne et les solidarités de proximité, permet d'organiser, de mobiliser et de politiser autour de luttes concrètes pour améliorer véritablement les conditions de vie des habitant·e·s.

Une ville de l'émancipation et de l'éducation pour toutes et tous

L'émancipation et le développement des enfants comme des adultes est un axe important de toutes nos politiques municipales.

A travers ses équipements et ses actions, la ville cherche à permettre à chacune et chacun de trouver les voies de son épanouissement individuel et collectif.

Élever les exigences éducatives de toutes et tous

- Réactualiser le projet éducatif de la ville en concertation avec la communauté éducative
- Poursuivre et développer les actions de formation et de fidélisation des animateurs
- Mieux valoriser notre offre culturelle, sportive, de loisirs en direction des enfants.
- Continuer à être en lien avec les parents et les enseignant-es sur les enjeux des moyens pour l'école et pour soutenir leurs luttes
- Soutenir le développement des associations de parents d'élèves et leurs actions
- Développer les réunions "mon enfant, mon quartier" pour mieux travailler la place de l'enfant dans la ville en concertation avec les citoyen-nés et acteurs et actrice éducatives du quartier
- Mettre en place un plan d'adaptation des écoles aux évolutions climatiques,
- Poursuivre le plan pluriannuel "nature en cour"

un service public de la petite enfance

- Créer un lieu ressource, maison de la petite enfance, en lien avec le Relais d'Assistantes Maternelles (RAM)
- L'articulation entre les secteurs culturels, éducatifs et petite enfance mérite d'être renforcée pour décroiser les politiques et garantir une continuité dans les parcours culturels.

- Augmentation du nombre de places en crèche sur la ville à attribuer aux familles Gennevilloises
- Reconstruction de la crèche Potamia aux Agnettes.
- Rénovation du centre de loisirs maternels Berthe Morisot

Développer une politique jeunesse ambitieuse

- Développer des politiques en direction de la jeunesse par tous les services (logement, emploi, social, loisirs, etc...)
- Accompagner les initiatives du Conseil Local de la Jeunesse
- Continuer d'accompagner le réseau étudiant et la maison des étudiants
- Relire nos actions en direction des pré ado et collégien-nés pour mieux répondre aux enjeux de notre époque.
- Gennevilliers confirme son ambition de faire de la jeunesse une priorité, à travers quatre axes : l'implication citoyenne, l'autonomie sociale, les projets professionnels et le soutien aux étudiants. Peu de ville dans les Hauts-de-Seine ont développé une structure jeunesse par quartier, une structure pour les ados par collèges, des médiateurs en lien avec deux clubs de prévention.

Promouvoir le sport et la culture pour toutes et tous

- Une politique sportive favorisant la pratique du plus grand nombre, la pratique féminine, l'inclusion
- Développement du Conseil local du sport pour toujours mieux associer les clubs et bénévoles aux réflexions et actions.
- Poursuivre notre investissement culturel en partenariat avec l'Éducation nationale, dans les activités socio-éducative, avec le monde associatif, avec les artistes et structures culturelles de la ville.

- Quand beaucoup de villes rognent par obligation budgétaires ou par choix sur le budget de la culture, nous ferons tout pour essayer de maintenir le haut niveau de nos actions culturelles, sportive et de loisirs au bénéfice des enfants.

• **Cultiver la mémoire et l'ouverture au monde**

- Requalifier et renouveler les actions et cérémonies mémorielles, (guerre et paix, colonisation et décolonisation, esclavage, antisémitisme,) est indispensable pour renouer les liens culturels entre générations, penser le présent en connaissant l'histoire, travailler la mémoire en l'absence des acteurs de l'époque
- Poursuivre l'action de solidarité internationale de notre ville avec les peuples qui agissent pour leur liberté (Palestine, Ukraine, ...)
- Redéfinir notre politique de jumelage (Al Bustan, Ostrowiec, Bergkamen, Imola, La Baneza) pour mieux associer les populations.

La laïcité un principe de liberté

Affirmer la laïcité, c'est défendre un cadre qui protège chacun face aux discours de haine. C'est faire le choix d'une société émancipatrice, où l'égalité et le respect mutuel priment sur les divisions et où le service public demeure garant de cette neutralité.

- Eviter le repli, éviter la haine ou la peur de l'autre, impose de travailler sur la dignité de chacune et de chacun, la reconnaissance de chaque personne pour aider à l'ouverture sur le commun, l'être ensemble, fier-e de son identité personnelle, car se sentant respecté-e et donc prêt-e à respecter les autres.
- La laïcité est un formidable concept, pour construire de l'en commun. Car la laïcité, ce ne sont pas d'abord des interdits, c'est d'abord une liberté de

croyance, une liberté de conscience qui permet aux hommes et aux femmes qui composent une société d'y vivre comme ils le souhaitent.

- La laïcité, cette neutralité d'opinion et de religion, s'applique donc aux agents de l'État, aux agents du service public et non aux usagers de celui-ci, aux citoyennes et citoyens.

Lutter contre toutes les discriminations

Lutter contre toutes les discriminations, c'est affirmer le droit de chacune et chacun à la dignité, à l'égalité de traitement et au respect. C'est aussi renforcer l'action collective, l'éducation et les soutiens concrets pour faire reculer toutes les formes d'exclusion.

- Favoriser le développement d'un tissu associatif qui agit pour l'égalité femme/Homme" et contre toutes les discriminations (racismes, antisémitisme, islamophobie, homophobie,...)
- Nos politiques éducatives développeront particulièrement l'axe de l'égalité Homme/femme.
- Développer des actions d'éducation à l'égalité en direction des collèges et lycées : prévention du sexisme et des LGPBT phobies, centre de santé sexuelle, Espace santé jeunes, bien-être et consentement, décoder le sexisme.
- Poursuivre la féminisation de l'espace public et diversification des noms, 100% des nouvelles rues du centre-ville et du prochain quartier des Chanteraines seront des noms de femme.
- Développer un plan d'action de lutte contre les violences faites aux femmes et fort au soutien au maillage associatif du territoire. Bons taxis pour faire l'attestation médicale, dispositifs de mise à l'abri du CCAS, permanences d'avocats, ... Soutien aux associations féministes.
- Publication des travaux de l'observatoire de lutte contre les discriminations

Une ville populaire solidaire

La solidarité est la marque de fabrique de notre ville, l'ADN de ses habitant-es et de ses associations. Une solidarité qui fait de la dignité un atout pour lutter contre les inégalités sociales, les injustices, les discriminations.

Bonne gestion et participation aux luttes resteront au cœur de notre originalité politique. Il s'agit aussi d'adapter nos politiques de solidarité aux enjeux de notre temps et de le faire avec les premier-es concerné-es (le faire avec)

Renforcer les solidarités de proximité et agir contre les précarités

- Un soutien renforcé aux dispositifs de soutien aux victimes et à la parentalité, avec l'appui du CCAS, du CIDFF et d'autres partenaires (permanences juridiques, mise à l'abri,) ;
- Les initiatives sur l'égalité femmes-hommes ou la lutte contre les discriminations seront développées avec les actrices et acteurs locaux ;
- Relecture de nos aides à l'Energie et à l'eau pour améliorer notre aide municipale sur ces sujets.
- Conclure sur la mise en œuvre d'une épicerie solidaire
- Création d'une résidence pour les femmes victimes de violences
- Développement du réseau des familles monoparentales pour travailler à inventer des prestations municipales pour améliorer la vie de ces familles
- Étudier la création d'une forme de sécurité sociale de l'alimentation et pour cela la création d'un service public de l'alimentation coordonnant toutes ces actions obligatoires et facultatives au service du projet politique de la SSA.
- Aider les associations caritatives à développer leurs actions
- Créer une aide alimentaire: en dessous de 1000 euros mensuel de revenu: aide de 200 euros sur abonnement AMAP ? à travailler combien de personnes cela représentante, quelle somme. Cout d'un grand panier: 50% du cout d'une saison

(171 euros max ou 128 petit panier) pour 6 mois.

Le pari d'une ville inclusive

Le pari d'une ville inclusive, c'est reconnaître que l'attention portée aux personnes en situation de handicap profite à toutes et tous. C'est aussi garantir l'accessibilité, l'accueil et l'accompagnement nécessaires pour faire de la ville un espace réellement partagé.

- Renforcer l'accueil de personnes en situation de handicap
- Poursuivre le plan de formation des personnels communaux en matière d'accueil des personnes et enfants porteurs de Handicap
- Travailler à l'implantation d'un IME (Institut médicoéducatif) à Gennevilliers pour compléter notre offre en matière de Handicap (-unités d'enseignement en maternelle (UEMA), unités d'enseignement élémentaire autisme (UEEA), Établissements ou Services d'Aide par le Travail (ESAT), Foyers, ...
- Poursuivre le plan des travaux pour améliorer l'accessibilité des bâtiments publics et voirie)
- Développer l'activité les concertations et actions avec les personnes porteuses de handicap
- Poursuivre la politique de ressources humaines de la Ville sur l'embauche de personnes porteuses de handicap

Agir pour le droit à la santé

Agir pour le droit à la santé, c'est assurer à toutes et tous un accès à des soins de proximité, de qualité et adaptés aux besoins. C'est aussi développer la prévention, renforcer la santé mentale, consolider les partenariats face au risque de la désertification médicale comme de la dégradation de l'hôpital public.

- Consolider l'offre de soins de proximité
- Rendre plus lisible nos actions de santé et mieux les articuler avec le champ social,

- Mieux identifier les problématiques de santé sur la ville pour adapter nos politiques
- Poursuivre notre soutien à l'activité de nos deux centres municipaux de santé.
- Renforcer la place de la santé mentale dans les politiques de proximité,
- Stabiliser et diversifier l'offre médicale, avec une attention particulière pour le Luth qui n'a plus de médecin généraliste.
- Poursuivre nos collaborations avec l'Hôpital public pour augmenter l'offre de soins de nos CMS
- Améliorer encore les synergies entre nos politiques publiques de santé, les libéraux (du secteur 1) pour lutter contre la désertification médicale

Une ville attentive aux retraités

Être une ville attentive aux retraités, c'est reconnaître leur rôle essentiel et garantir des conditions de vie dignes après une vie de travail. C'est aussi soutenir leur autonomie, leur engagement et leurs justes revendications sociales.

- Favoriser le bien-vieillir à domicile
- Travailler les conséquences sur les politiques publiques de l'évolution démographique vieillissante du territoire
- Développer les services permettant le maintien à domicile du plus grand nombre, le plus longtemps possible
- Poursuivre le soutien à l'association AGIR en direction des retraités
- Coordonner et développer les actions de gérontologie
- Soutenir l'action des retraités pour la hausse de leurs pensions et pour le droit à la retraite à 60 ans à taux plein.

Une ville populaire embellie qui ne chasse personne

C'est un des principaux défis de la gestion municipale à Gennevilliers: continuer d'améliorer la ville sans chasser personne.

Toutes les villes de la petite couronne parisienne, du département des Hauts-de-Seine sont marquées par la gentrification, ce phénomène qui fait que les couches moyennes et les couches populaires sont chassés vers les départements de grande couronne à cause du manque de logements sociaux et du prix exorbitant de l'accession à la propriété.

Le nouveau quartier des Chanteraines, la finalisation du centre-ville, marquent cette détermination par leur composition de 50% de logements en accession, dont une partie en accession sociale, et 50% de logements sociaux. Nous éviterons de détruire des logements sociaux existants, sauf pour réaménagement urbain ou incapacité à les réhabiliter, et nous agissons pour les reconstituer sur la ville.

Nous allons expérimenter le système d'accession à la propriété par le Prêt Social Location Accession (PSLA) dans une accession privée boulevard Camélinat. Il s'agit d'un dispositif d'accession à la propriété qui permet à des ménages sous plafonds de ressources de devenir propriétaire de leur résidence principale, à prix maîtrisé avec un statut de locataire accédant. Nous allons aussi poursuivre les constructions de logements en accession sociale via le Bail Réel Solidaire.

Rien ne progressera sur le logement sans une intervention plus large des citoyennes et citoyens pour changer la politique de la Région, du département et de l'État.

Agir pour le droit au logement

La situation est catastrophique. C'est le résultat des politiques contre le logement social de la majorité UDI/LR de la Région, du département et de l'État. Des familles souffrent, les délais d'attente ne cessent d'augmenter. Le langage de vérité c'est de dire

que sans changement et mobilisation populaire sur ce sujet, cela va empirer.

- Développer des actions pour défendre et promouvoir le logement social
- Défendre les moyens pour que les bailleurs sociaux puissent investir, construire et rénover
- Dans un contexte métropolitain de crise du logement et des difficultés accrues pour tous les bailleurs sociaux, travailler à améliorer la relation bailleurs/locataires sans fuir la question des moyens à retrouver pour tous les bailleurs.
- Rendre toujours plus transparent l'accès au logement social en étendant la cotation aux demandeurs de logement à GH
- Agir pour obtenir des subventions pour la rénovation énergétique des immeubles et permettre ainsi à la fois de répondre aux enjeux climatiques et à la baisse des charges
- Mettre un système de bourse d'échanges de logement au sein de GH pour favoriser les échanges volontaires entre locataires
- Continuer à prendre des mesures incitantes les personnes en sous-occupation de leur logement à changer pour un plus petit (en abaissant le coût du loyer) afin de libérer plus de grands logements pour les familles
- Soutenir et accompagner la création d'amicales de locataires

Agir pour embellir et développer une ville de la proximité

- Agir pour embellir et développer une ville de la proximité, c'est défendre une ville populaire qui s'améliore sans chasser ses habitants. C'est aussi affirmer un choix politique clair : investir dans les quartiers, soutenir le commerce local et renforcer la présence publique pour que chacun trouve sa place.

- Finaliser les grands projets d'aménagement
- Enfin mettre en place le TML (sur les ex-terrains Gerard Philippe) au Luth avec l'implantation de commerces et un Lidl, de logements étudiants, de coworking, et d'écoles de formation
- Développer les régies de quartier pour développer l'entretien du quotidien ainsi que des emplois d'insertion
- Renforcer la tranquillité publique par la médiation et les coopérations avec la police nationale
- La lutte contre les dépôts sauvages et les incivilités
- Développer le service médiation
- Études pour louer le soir le parking de la mairie, rénovation du parking du marché des Grésillons, création d'un parking silo aux Agnettes, avenue Chandon,
- Travailler avec le département sur la réfection de l'avenue Gabriel Péri et du Boulevard Camélinat avec des pistes cyclables sécurisées

Développer les espaces verts et la nature en ville

- Continuer d'augmenter le nombre de M2 carré d'espace verts sur la ville.
- Transformer 100 000 m2 d'entrepôt dans la zone d'activités économiques en 80 000 M2 d'activités productives et 23 000 carrés d'espaces verts
- Continuer de créer des jardins partagés dans les quartiers à la demande de collectifs d'habitant-es
- Pousser les zones d'activités économiques à ne plus être des zones de réchauffement en travaillant la couleur des toitures et parking, la plantation d'arbres.
- Planter des arbres pour contribuer à lutter contre les ilots de chaleur et favoriser la biodiversité

Dynamiser le commerce local

- Création d'une foncière commerciale pour améliorer la diversité et tenu du commerce local
- Soutenir l'activité de l'association des commerçant-es de Gennevilliers

Une ville de l'emploi et du développement économique productif

Être une ville de l'emploi et du développement économique productif, c'est refuser la fatalité du chômage. C'est agir pour une économie solidaire, protéger nos zones d'activité et mobiliser tous les leviers pour créer et maintenir des emplois locaux.

- Soutien à l'économie sociale et solidaire (ESS) et à l'économie circulaire.
- Protéger les zones d'activités économiques en interdisant la construction de logements sur ces espaces et en limitant l'activité d'entrepôt au Port
- Travailler une coordination à l'échelle du Territoire sur le champ de l'emploi et de l'Insertion pour augmenter les offres et possibilités aux Gennevillois-es, notamment la jeunesse.
- Pousser les propriétaires des bâtiments économiques à engager des travaux pour limiter au maximum leur empreinte carbone et leur impact sur le réchauffement climatique
- Sensibiliser les entreprises gennevilloises à l'embauche des Gennevillois-es comme à l'intérêt de prendre des stagiaires et apprenti-es de la ville.

Une ville de l'écologie populaire

Écologie et social doivent aller de pair au risque de n'avoir ni d'écologie, ni de social. C'est ce que nous travaillerons pendant ce mandat pour faire face aux enjeux climatiques tout en améliorant l'environnement et la vie des Gennevilleuses et des Gennevillois.

L'écologie populaire doit s'exercer dans tous les chapitres de ce programme, dans toutes les axes de travail en plus de ce qui est proposé ci-dessous.

Valoriser les savoirs faire des habitant-es

- Élaborer un plan d'adaptation de la ville à des températures de 50° d'ici 2050
- Travailler avec les Habitant-es sur l'écologie populaire qui les respecte et améliore leur vie, ainsi que leur impact carbone
- Travailler la fierté d'être du monde populaire car moins producteur de CO2 par rapport aux dominants de ce monde

Marquer la capacité à savoir réparer, être économe, développer une vie dans la frugalité heureuse car l'avenir n'est pas dans le consumérisme mais la recherche du bonheur par la relation interhumaine

Adapter la ville au réchauffement climatique

- Renaturer la ville en conciliant usage et biodiversité
- Mieux expliquer pourquoi on laisse la nature plus prendre place en ville tout en tenant compte des préjugés, (l'herbe haute c'est sale). Tenir compte d'un usage récréatif des espaces verts pour que les enfants puissent jouer dedans, veiller à la qualité de l'entretien du cimetière, etc...
- Planter plus de 2000 arbres supplémentaires sur le temps du mandat

Réduire les déchets et améliorer la qualité de l'air

- Poursuivre l'action pour augmenter le nombre de déchets triés
- Augmenter le nombre de composteurs distribués en résidentiel, et en point d'apport volontaire
- Imposer des normes environnementales dans les nouvelles constructions
- Développer les actions contre les pollutions sonores et atmosphériques
- Préserver et développer les trames vertes (couvert végétal, bleues (cycles de l'eau) et noires (éclairage) pour redonner sa place au vivant sur les territoires.

Être une ville exemplaire sur son impact carbone

Être une ville exemplaire sur son impact carbone, c'est inscrire chaque action municipale en intégrant l'environnement au cœur de nos choix publics et de nos marchés.

- Poursuivre la baisse de la consommation en énergie du patrimoine communal
- Rénover la Tour de la Mairie pour faire baisser sa consommation énergétique
- Favoriser le réemploi au sein de la mairie
- Augmenter le nombre des marchés notifiés intégrant des clauses environnementales

Une ville des mobilités et circulations douces

Être une ville des mobilités et circulations douces, c'est promouvoir des déplacements plus sains, accessibles et sûrs pour toutes et tous. C'est aussi rechercher un équilibre entre vélo, voiture et transports collectifs afin de faciliter la vie quotidienne sans opposer les usages.

- Développer la pratique du vélo
- Poursuivre les aides financières à l'achat de vélos
- Favoriser la pratique du vélo pour ses bienfaits (santé, relations sociales, coût, caractère agréable du déplacement) demande aussi de créer les lieux pour

mettre à l'abris le vélo chez soi ou en se déplaçant ainsi que de travailler des pistes cyclables qui protègent sans supprimer de places de stationnement.

- Créer de vraies pistes cyclables sur les routes départementales de l'avenue Gabriel Péri et du boulevard Camélinat.
- Concilier vélo et stationnement automobile
- Une ville qui favorise le vélo est aussi une ville qui permet à la voiture de stationner pour ne pas être utilisée tous les jours (création de deux parking silo sur le mandat, réfection du parking du marché des Grésillons).
- Renforce l'offre, l'accès et l'attractivité de transports en commun sur le territoire

Une ville du droit à bien manger

Être une ville du droit à bien manger, c'est agir pour le droit à une alimentation saine et de qualité, indépendamment des revenus. C'est aussi soutenir les producteurs, développer les circuits courts et inscrire notre politique

alimentaire dans une logique de justice sociale et de transition écologique

- Augmenter la part de produits bio dans les menus scolaires Augmenter le nombre de producteurs locaux intégrés aux marchés publics
- Finaliser le projet de ferme maraîchère pour notre ville
- Développer l'accès aux produits bio et de qualité pour le plus grand nombre lors des distributions alimentaires, avec l'association VRAC (Vers un Réseau d'Achat en Commun)
- Soutenir l'activité des AMAP et des boutiques associatives bio
- Favoriser les ventes d'achat en direct du producteur
- Augmenter le nombre de repas végétariens dans les cantines

La créativité citoyenne d'une ville populaire

A Gennevilliers, nous faisons le pari de l'intelligence collective pour inventer une nouvelle manière de vivre ensemble plus respectueuse des êtres humains et de la nature.

Ce mandat doit améliorer fortement la démocratie locale, le "faire avec" vous.

Comme pour l'écologie populaire, il s'agit d'un axe transversal à toutes les politiques municipales. Une ville où l'on se respecte, c'est une ville où l'on se dispute pour décider ensemble, à partir d'informations partagées, d'échanges de points de vue, de délibérations pour décider. Les élu-es doivent mettre en œuvre le programme pour lequel ils et elles ont été élu-es, mais cette mise en œuvre nécessite concertations et décisions communes. Services municipaux comme élu-es s'engagerons donc davantage sur le "faire avec" vous.

Faire la ville avec les habitant-es

Faire la ville avec les habitant-es, c'est affirmer que chaque décision locale doit être nourrie par l'expérience et la parole de celles et ceux qui vivent la ville au quotidien. C'est aussi instaurer de nouveaux droits démocratiques pour garantir transparence, représentativité et co-élaboration des choix publics.

- Développer les comités d'usagers dans les structures municipales
- Mieux structurer les actions participatives sur le temps long,
- Développer l'activité du Conseil local de la Jeunesse
- Réactiver les formes collectives, et en instaurant un suivi permettant de rendre visible l'apport des habitants à la décision publique.
- Amélioration des dispositifs de participation avec des réunions publiques, des diagnostics sensibles, des concertations autour des projets d'aménagement
- Mise en place d'une formation sur la base du volontariat de citoyennes et citoyens aux politiques d'urbanismes
- Tout projet structurant ou de service d'intérêt collectif (par exemple un projet

d'aménagement urbain, un projet de grand équipement) devra faire l'objet d'une concertation préalable, où les habitant-es seront invité-es à participer à des phases de co-élaboration, avec une partie des personnes tirées au sort et assurant la représentativité et la diversité des participant-es.

Instituer de nouveaux droits démocratiques

- Sur des sujets qui font débat, nous organiserons des consultations locales ouvert à toutes et tous les habitant-es y compris les non-nationaux. Pour que cette consultation puisse être validé il faut que la participation atteigne le niveau de celle des élections municipales.
- Les habitant-es auront la possibilité de saisir directement le Conseil Municipal sur des sujets non pris en compte par la municipalité ou concernant des projets contestés. Si 10 % des résident-es signent une pétition sur un sujet donné, cela obligera le Conseil municipal à délibérer et voter sur le sujet dans un délai maximal de trois mois. Cette procédure permettra de renforcer le contrôle populaire sur les décisions du conseil municipal et d'ouvrir un espace de dialogue direct.
- Mettre à l'ordre du jour de l'assemblée populaire de quartier (ex-comité de quartier), où tous les habitant-es sont invité-es, les sujets concernant le quartier avec un pouvoir de décision des participant-es, ainsi que les sujets concernant toute la ville. Cette assemblée populaire des habitant-es du quartier peut décider des commissions de travail qu'elle souhaitera mettre en œuvre.
- Organisation à l'automne 2026 d'une initiative pour réfléchir et décider avec les habitant-es des dispositifs d'amélioration de la démocratie locale.

Avec le mouvement associatif et les bénévoles

Avec le mouvement associatif et les bénévoles, la ville affirme que la vitalité démocratique repose sur l'engagement collectif et la liberté d'initiative. Elle choisit de soutenir les associations par la confiance et la coopération, en reconnaissant pleinement la valeur du bénévolat et du partenariat durable. Soutenir l'initiative associative

- Renforcer l'implication des acteurs associatifs dans les projets culturels et citoyens,
- Redynamiser le secteur vie associative de la Ville pour mieux aider les associations à se développer.
- Privilégier le soutien à l'initiative associative par le biais de la subvention plutôt que la commande publique
- Prendre le temps de la concertation et de l'évaluation de politiques municipales avec les associations concernées
- Favoriser et soutenir l'engagement bénévole et mieux prendre en compte le fonctionnement bénévole des associations dans le rapport qu'ont les élus et l'administration communale avec elles

Avec des services publics plus en lien avec les Habitant-es

Avec des services publics plus en lien avec les habitant-es, la ville affirme que la qualité de l'action publique se construit dans le dialogue et l'implication directe des usagers. Elle choisit aussi de garantir la tranquillité et la sécurité de tous par une approche fondée sur la prévention, l'éducation et la proximité.

- Travailler des conseils d'usagers associant mieux les habitants, pas seulement aux luttes, mais aussi à la définition et qualité de nos services publics (Ville, Poste, CAF, France Emploi, Trésors public, transports, ...)
- Pour le droit à la tranquillité et contre les incivilités en agissant à la fois sur la prévention, l'éducation et la verbalisation.
- Agir pour de nouveaux rapports police/population et pour un commissariat qui a les moyens de développer une intervention de proximité

- Mettre en place un plan d'action pour l'inclusion numérique et veiller à ce que le numérique ne remplace pas la possibilité du contact humain

Garantir la transparence et le contrôle démocratique

Une gestion démocratique, c'est garantir la transparence et la probité dans l'action publique en donnant aux citoyens les moyens de contrôler leurs élu-es. C'est aussi instaurer des espaces d'évaluation partagée pour ajuster les politiques municipales et renforcer la confiance collective.

- Une ou des commissions du conseil municipal seront présidées par des conseiller-es de l'opposition, ce qui assure un contrôle démocratique et une diversité d'opinions.
- Rendre publique l'assiduité des conseillers municipaux aux séances plénières
- Chaque année, l'observatoire communal du logement continuera de présenter au conseil municipal l'état du logement à Gennevilliers, les durées d'attentes des personnes pour les logements attribués avec une comparaison avec les villes du territoire.
- Retirer définitivement les fonctions exécutives à tout-e élu-e condamné-e pour atteinte à la probité.
- Création d'un observatoire citoyen-nes sur les engagements, tiré-es au sort, pour évaluer si le programme municipal est respecté et mise en œuvre, à fréquence régulière et réajuster les actions si nécessaire (modifications législatives ou financières empêchant la mise en œuvre)

Une ville qui se fait respecter

Gennevilliers se pense en interaction avec tous les pouvoirs publics, mais dans le respect de son propre projet communal décidé par les Gennevillois-es.

Une ville qui se fait respecter, c'est affirmer son autonomie et défendre les choix décidés par ses habitant-es. C'est aussi porter la voix de Gennevilliers dans tous les réseaux institutionnels pour protéger ses intérêts et renforcer son projet communal.

- Agir contre les politiques de recentralisation du gouvernement
- Défendre la conception de la commune comme base du bloc communal (Territoire, Métropole) pour conserver le maximum de compétence et travailler les coopérations sur projets et sur la base de la subsidiarité

Agir dans les réseaux institutionnels

- Agir avec et dans tous les organismes existants pour défendre les intérêts de

la ville et de la population de Gennevilliers: Association des maires de France, Association des maires d'Ile-de-France, Ville et Banlieues, Fédération nationale des collectivités pour la Culture, Réseau de Coopération Décentralisée avec la Palestine, Cités Unies France, Associations des maires du 92, Boucle Nord de Seine, Métropole du Grand Paris, etc...